Vassiliki Kravari

Les actes privés des Monastères de l'Athos et l'unité du patrimoine familial

Les archives des monastères athonites contiennent un grand nombre d'actes privés relatifs à l'aliénation de biens familiaux, actes de vente et de donation surtout, mais aussi actes d'échange et d'accord¹, qui montrent comment le patrimoine familial était conçu au sein de la famille et peuvent aider à se faire une idée de la façon dont il était transmis. Mais des difficultés apparaissent lorsqu'on essaie d'examiner, à partir de ces documents d'archives, comment ce patrimoine était géré, notamment si, à l'intérieur d'une famille, les biens étaient possédés en commun par le couple ou séparés entre les époux. Les documents font souvent état de droits personnels d'un membre du couple sur des biens, héréditaires ou matrimoniaux; ce membre – le mari ou la femme – apparaît comme propriétaire: on voit souvent la femme faire des transactions seule, alors que le mari donne simplement son accord; tout ceci s'accorde avec la législation, qui prévoit une division des biens; mais est-il sûr qu'il ne s'agit pas de la présentation juridique d'une réalité sensiblement différente, le mari, en tant que responsable de la gestion des biens du couple, ayant dans tous les cas un poids prépondérant dans les décisions prises? En effet, en sens contraire, plusieurs documents utilisent un vocabulaire qui fait penser à un patrimoine non seulement géré par le chef de la famille mais possédé en commun par les membres de cette famille; les familles en question dans ces documents avaient-elles des pratiques différentes de celles dont nous venons de parler, ou s'agit-il de simples divergences de rédaction? La question qui se pose est donc de savoir si, à travers la représentation de la réalité fournie par les actes notariés, représentation qui diffère selon les documents, on atteint la réalité elle-même. Deux remarques préalables pourraient nous aider à étudier le problème.

1. Nos documents n'ont pas la même qualité juridique. Certains ne contiennent aucune contradiction juridique et ont donc été établis par de bons notaires², dans d'autres on constate confusions ou omissions résultant sans doute du fait que le notaire était moins attentif ou cultivé. Par exemple, dans les actes d'achat ou de donation, l'acheteur ou le bénéficiaire exige pour sa sûreté la mention de l'origine du bien aliéné,

¹ Deux cents actes environ, dont plusieurs sont encore inédits, ont été pris en considération pour ce travail. Presque tous concernent la Macédoine orientale aux XIIe, XIIIe et surtout XIVe siècles.

² Tel Dêmétrios Diabasémérès dans la première moitié du XIVe siècle. Sur la carrière de ce personnage, cf. en dernier lieu *S. Kaplanérès*, Δημήτριος Διαβασμηρέης ὁ μεγαλοναύτης οἰκονόμος, dans: *Byzantiaka* 5 (1985) 77–86.

ainsi que l'accord des ayants droit; un acte rédigé par un notaire compétent ne saurait négliger ces deux points; en revanche, l'absence de l'un des deux apparaît comme un défaut de rédaction.

La correction juridique d'un document, si elle nous apprend de façon sûre à qui appartient le bien, comment il avait été acquis, et si elle nous permet de conclure à la validité de l'acte par la mention de l'accord des ayants droit, ne permet pas nécessairement d'atteindre la réalité de la gestion du patrimoine. Au contraire, plusieurs éléments dans nos documents, qui à première vue plaideraient en faveur d'une division du patrimoine entre époux, peuvent être attribués à une rédaction très juridique. Par exemple, le fait qu'une femme se présente dans un document comme aliénant seule un bien dont elle a hérité, alors que son mari donne son accord comme συναίνετης, fait qui pourrait suggérer qu'elle seule dispose de son bien et peut décider de son sort, reflète sans doute le point de vue juridique du notaire; conformément à la loi, celui-ci aurait cherché à savoir quel était le propriétaire du bien et aurait indiqué dans l'acte que le bien est aliéné par son propriétaire légitime et que l'ayant droit, en donnant son accord, ne le revendiquera pas par la suite. La réalité pouvait être différente: le mari, qui gérait en général la fortune du couple, avait pu demander à sa femme (voire décider) d'aliéner son bien pour le profit commun. D'autre part, à l'origine de plusieurs actes il y a une remise en question d'une transaction antérieure, dans le but d'obtenir un gain plus important; il se peut donc que des arguments juridiques (telle la revendication par la femme seule d'un bien dotal, lequel, nous dit-on, devrait revenir à elle, son ancien propriétaire) expriment simplement l'habileté d'un bon notaire. On se demandera si les documents établis par un notaire qui n'aurait pas cherché à étaler des arguments juridiques et qui aurait spontanément écrit ce qu'on lui disait ne sont pas de ce fait plus proches de la réalité. On aura à revenir sur la question à la fin de cette étude.

2. Les documents émanant de bons notaires sont presque tous des actes de la haute couche de la société et ont été établis dans de grandes villes, la plupart à Thessalonique; aux autres, rédigés d'une façon plus négligée dans les petites villes de province, appartiennent quasiment tous les actes de la paysannerie et très peu d'actes de familles aisées. Les premiers soulignent le plus souvent la division du patrimoine, les actes des paysans font presque toujours état de biens communs de la famille. Cette différence est-elle seulement un phénomène de rédaction, ou peut-elle aussi refléter des pratiques différentes dans la réalité selon les milieux sociaux? C'est encore une question à laquelle nous aurons à répondre.

1. Les actes de la haute couche de la société

Ce groupe comprend relativement peu d'actes. Les participants appartiennent à des familles aristocratiques³ ou sont de riches bourgeois de Thessalonique et de grandes villes de province. Presque tous ces actes concernent des biens importants: grands do-

³ Paléologue, Cantacuzène, Doukas, Bourtzès, Philanthrôpènos, Tornikès, Déblitzènos, Kontostéphanos etc.

maines, pour la plupart dans la région de Thessalonique et de Serrès, dont certains avaient été acquis par chrysobulle. Dans presque tous les actes de ce groupe, la provenance des biens aliénés est indiquée: il est précisé s'ils sont des biens héréditaires ou dotaux, ou s'ils ont été acquis d'une autre façon (par achat par exemple); parfois même des informations très précises sont fournies; ainsi dans un acte de 1097, où nous apprenons qu'il s'agit de biens héréditaires, qui avaient été hérités du côté maternel (ἀπὸ μητρῶας κλήρας)⁴. On ne trouve que rarement des expressions vagues: (δεσποτικῶς) προσόντα (biens «appartenant à»), ou biens détenus γονικόθεν, expression qui pourrait désigner un héritage, mais qui n'exclut pas d'autres façons de transmission – donation du vivant des parents par exemple⁵.

a) Actes indiquant une division des biens entre époux

De nombreux documents font état d'un patrimoine divisé entre époux. La propriété des biens mentionnés est reconnue à une personne, le mari ou la femme; l'aliénation de ces biens est présentée comme faite par le propriétaire seul, alors que le conjoint donne simplement son accord. S'agissant de biens dotaux, on comprend que cet accord est exigible, selon les cas, de la part du mari ou de la femme; en effet, la législation est claire sur l'aliénation de tels biens: il est interdit aux femmes de vendre leur dot⁶, dont la gestion est l'affaire du mari⁷; en cas d'aliénation de la dot, celui-ci doit donc se porter garant de la validité de la transaction; la donation anténuptiale est un bien de la femme, qui ne peut pas lui être retiré sans compensation⁸, et dont l'aliénation ne peut pas se faire sans son consentement. En revanche, en ce qui concerne les biens reçus des parents, il semble d'après les documents, comme nous le verrons, que le mari est tenu à donner son accord pour l'aliénation des biens de sa femme, mais qu'il n'a pas besoin de l'accord de celle-ci pour aliéner des biens dont il a hérité lui-même.

Nous présentons d'abord les documents qui à notre avis offrent la représentation la plus nette d'un patrimoine divisé entre époux.

Dans un acte de vente de 1112⁹, Eudocie, la femme d'un protospathaire, se dit obligée de vendre une partie de sa dot pour nourrir ses enfants. La législation prévoit une

⁴ Paul Lemerle, André Guillou, Nicolas Svoronos, Denise Papachryssanthou, *Actes de Lavra I* (Archives de l'Athos V, Paris 1970, abrégé par la suite: *Lavra I*) n° 53.

⁵ Ainsi dans un acte de 1322 (*Louis Petit*, *Actes de Chilandar*, *Actes de l'Athos V*, *Vizantijskij Vremennik* 17, *Priloženie* 1, 1911, Amsterdam ²1975 – abrégé par la suite: *Chilandar* – n° 84): une partie des biens à Thessalonique vendus par un couple appartient à la femme γονικόθεν; il est précisément expliqué de quelle façon elle se trouve en possession des biens: deux ans auparavant, sa mère et ses frères les lui avaient donnés par écrit. – Sur le contenu de ce document, cf. plus loin.

⁶ B. 29, 1, 110; B. 29, 1, 119; B. 29, 7.

⁷ B. 29, 1, 3; B. 29, 1, 52.

⁸ B. 29, 7.

⁹ Nicolas *Oikonomidès*, *Actes de Docheiariou* (Archives de l'Athos XIII, Paris 1984, abrégé par la suite: *Docheiariou*) n° 3.

exception à l'interdiction de la vente de biens dotaux: les bénéficiaires peuvent les aliéner si leur famille est menacée de pauvreté ou d'un malheur¹⁰; comme ceci est le cas d'Eudocie, dont le mari se trouve dans une grande pénurie, une autorisation particulière lui est accordée; pour l'obtenir elle a dû prier le duc de Thessalonique, qui a ordonné au protoproèdre et logariaste Chandrénos d'établir un décret. Eudocie fait la vente, son mari donne son accord en garantissant que cette vente restera valable. Cet acte se distingue par une forte armature juridique: l'intervention des autorités de Thessalonique suffirait à elle seule à en témoigner; en outre, les deux époux ont invité un taboullarios, qui leur a expliqué le contenu de la transaction; la loi relative aux biens matrimoniaux est insérée textuellement dans l'acte¹¹; ajoutons que les biens d'Eudocie avaient été inscrits dans un contrat de mariage¹². Notons qu'Eudocie mentionne d'autres biens personnels dont elle dispose, et que son mari fait aussi état de biens propres à lui.

Un inédit de Vatopédi de 1327, établi par Dèmètrios Diabasèmèrès, concerne également l'aliénation de biens dotaux, sans fournir de justification: la femme, Théodotè, vend sa maison à deux niveaux à Thessalonique, qu'elle a reçue en dot (γονικοπροικιαῖον μου ἦτοι πατρικόν μου); son mari, Jean Phalkôn, appose son signon comme étant d'accord (συναινέτης) et ne semble pas participer autrement à la transaction, qui est présentée comme faite par la femme seule.

L'aliénation de la donation anténuptiale est le sujet d'un acte d'échange de 1117¹³. Le bien, un *proasteion* en Chalcidique, avait d'abord été offert au père de l'aliénant et avait été confirmé par chrysobulle; celui-ci l'avait légué, probablement par testament, à ses deux enfants, le proèdre Nicéphore Bourtzès et sa sœur. Bourtzès aliène maintenant la partie qui lui revient, mais cette partie est une *donatio ante nuptias*; c'est pourquoi sa femme Anne est invitée à donner son accord; un tabelliôn lui explique la législation (un autre tabelliôn a également éclairé son mari) et elle promet, convaincue du fait que l'échange est légal et profitable, de ne jamais exiger le retour du bien. On lui donne l'assurance que, si quelque chose manque à ses biens dotaux, il sera compensé à partir du reste de la fortune de son mari – qui paraît disposer de biens personnels.

Un mari héritier, disposant de ses biens indépendamment de sa femme, apparaît dans un acte de donation de 1304¹⁴: Dèmètrios Philanthrôpènos cède à un particulier son domaine, qui avait été auparavant donné en dot à sa mère (γονικοπροικιαῖαν τῆς δεδηλωμένης μητρός μου), et dont il a hérité (ce qui est conforme à la législa-

¹⁰ B. 28, 8, 20; B. 29, 1, 69.

¹¹ B. 28, 8, 20; inséré aux lignes 34–35 du document.

¹² Γαμικὸν σύμφωνον, ligne 37.

¹³ *Docheiariou* n° 4. L'acte a été établi à Thessalonique par le *kanstrisios* et *nomikos* Dèmètrios Artakènos.

¹⁴ *Chilandar* n° 21. L'acte a été établi par un notaire consciencieux, le taboullarios Dèmètrios Chénaras.

tion)¹⁵; il décide librement et seul du sort du bien, sans que sa femme, qui est mentionnée dans le document, intervienne dans la transaction.

Il en est de même dans un acte d'accord établi vers 1381¹⁶: Manuel Déblitzènos s'arrange avec les moines de Docheiariou au sujet d'un domaine important en Chalcidique, qu'il avait acquis de ses parents; il détient pour le domaine plusieurs documents, entre autres un chrysobulle qui en garantit la liberté. Auparavant, il avait offert ce bien au monastère sous certaines conditions (ayant probablement établi un acte de donation), mais les moines avaient négligé leurs obligations, et Déblitzènos avait récupéré le bien grâce à un acte du métropolite de Thessalonique. La donation précédente est maintenant confirmée, sous condition que les parents du donateur soient commémorés¹⁷. Cet acte ne fait pas état de la famille du donateur. Nous savons pourtant qu'il avait femme et enfants: sa veuve et ses enfants sont mentionnés en 1384 dans un acte du tribunal de Thessalonique¹⁸, où la veuve de Déblitzènos fait un inventaire de ses biens matrimoniaux ainsi que des biens *de son mari*; on sait ce qui manque des biens dotaux de la femme – un contrat de mariage avait été fait –, et elle reçoit, sur les biens de son mari, une somme plus ou moins équivalente.

On retiendra encore un acte de donation de 1364, qui fait état du bien de la femme¹⁹: Eudocie, la fille de Komnènoutzikos, offre au monastère de Xénophon ses biens héréditaires; comme il convient à un acte juridiquement correct, il est noté dans ce document non seulement que la donatrice avait hérité de son père des biens offerts (on peut donc imaginer que le père avait fait un testament), mais aussi de quelle façon celui-ci les avait détenus, notamment qu'ils lui avaient été offerts par l'empereur. Eudocie semble faire seule la transaction, alors que son second mari, Dèmètrios Kalygopoulos, exprime son accord en se qualifiant de συναινέτης.

Si dans tous ces documents les biens du couple apparaissent comme divisés de façon claire, d'autres actes, tout en faisant état d'une séparation de biens entre époux, invitent à se demander si le mari ne joue pas en réalité, dans l'aliénation voire dans la possession des biens, un rôle plus important que celui qui lui est attribué par le rédacteur du document. Ainsi dans l'acte de donation de la pigkernissa Anne Tornikina de 1358²⁰: Anne a reçu en dot un domaine dans la vallée du Strymon, qui avait été offert à son père par chrysobulle comme bien héréditaire; après avoir été enseignée sur la loi qui reconnaît son droit sur le bien (donc peut-être après avoir interrogé un juriste),

¹⁵ Prochiron 6, 1 (τοῖς δὲ παισὶν ἀρμόζει πᾶν γαμικὸν κέρδος ἐξ οἰασοῦντος λύσεως κατὰ δεσποτεῖαν). Cf. Dieter Simon, *Das Ehegüterrecht der Pira. Ein systematischer Versuch* (Fontes Minores 7, Francfort 1986) 213–214: après la mort de la femme, la dot devait normalement être transmise au mari, qui la léguait aux enfants, sauf si d'autres stipulations étaient prévues dans le contrat du mariage, tel le retour de la dot à la famille de la femme.

¹⁶ *Docheiariou* n° 48.

¹⁷ L'acte d'accord est écrit par un notaire compétent (son nom nous est inconnu); en même temps, un *amoibaion* est établi, et Déblitzènos donne aux moines ses documents pour ce bien.

¹⁸ *Docheiariou* n° 49.

¹⁹ Denise Papachryssanthou, *Actes de Xénophon* (Archives de l'Athos XV, Paris 1986, abrégé par la suite: *Xénophon*) n° 30; l'acte a été établi à Thessalonique par un bon notaire.

²⁰ Paul Lemerle, Gilbert Dagron, Sima Ćirković, *Actes de Saint-Pantéléémon* (Archives de l'Athos XII, Paris 1982) n° 12.

Anne offre la moitié de sa dot aux fondateurs du monastère du Pantocrator²¹; le bien appartient certes à Anne personnellement (cf. ligne 21 κτήματός μου), mais le document comporte une phrase qui tout à coup reflète une autre vision des choses: l'autre moitié, est-il dit, restera à la famille, «nous les anciens propriétaires» (ligne 15 ἡμεῖς αὐτοὶ οἱ προκάτοχοι δεσπότηι).

Un acte de 1349, où l'on voit le mari utiliser la dot de sa femme²², s'inscrit dans le même cadre: il s'agit d'un bien en Chalcidique, qu'un certain Asanès avait auparavant légué par testament au monastère de Xéropotamou. Mais dans ce bien était représentée une partie de la dot de sa femme, qu'il avait dépensée. Après la mort d'Asanès, ses filles, Philippa et sa sœur, ont protesté contre les dispositions testamentaires de leur père, en alléguant l'emploi d'une partie de la dot de leur mère, visiblement pour obtenir quelque profit. En effet, elles ont récupéré la moitié du bien et ont laissé l'autre moitié au monastère. Après la mort de sa sœur, Philippa veut vendre cette moitié – on arrive là au présent document – car elle se trouve, dit-elle, dans une grande pénurie; comme elle est mineure, elle a besoin d'un curateur²³, qui fait la vente avec elle; son mari signe seulement le document comme συναινῶν. La présentation juridique du document²⁴ n'empêche pas d'y voir quelques réalités: tout d'abord, le mari – le père de la donatrice – dépense la dot de sa femme; d'autre part, il est difficile de supposer qu'une mineure se soit lancée toute seule dans une transaction aussi importante que l'aliénation d'un bien, et il est possible, sinon probable, que l'initiative vienne de son mari.

Dans un acte d'accord établi par Dèmètrios Diabasèmèrès en 1328²⁵, le mari est davantage présent; il s'agit du bien de la femme (δεσποτικῶς μοι γονικόθεν προσόν), situé pas loin de Thessalonique, lequel avait été d'abord offert contre un adelphaton puis vendu par écrit à Chilandar par la femme et son premier mari. Après son second mariage, la femme a essayé de récupérer le bien en prétendant que la vente ait été faite contre sa volonté; même en supposant que ceci n'était qu'un prétexte, on ne peut pas ignorer le rôle du premier mari dans l'aliénation du bien. Ayant reçu le conseil de renoncer à ses revendications, la femme confirme maintenant la validité de la vente, mais reçoit cependant des moines une plus grande somme d'argent. Son second mari, un grand myrtaïtès, exprime son accord, suscrit et signe le document comme συναινῶν; on se demandera s'il n'a pas joué un rôle plus important dans cette affaire, notamment s'il n'a pas incité sa femme à la mise en cause de la vente dans le but d'en retirer quelque profit.

²¹ La donation n'est que théorique: Anne ne dispose pas en ce moment de sa dot, parce que la Macédoine orientale est occupée par les Serbes; elle espère pourtant que le territoire occupé sera bientôt libéré, auquel cas la donation de la moitié de la dot sera valable; il y a des raisons de penser qu'elle est toujours restée théorique (cf. *ibidem*, p. 102).

²² Jacques Bompaire, Actes de Xéropotamou (Archives de l'Athos III, Paris 1964) n° 26.

²³ Cf. B. 28, 4, 12.

²⁴ L'acte par lequel un curateur est nommé a été établi par le nomophylax bien connu Constantin Harménopoulos; le savoir juridique de l'auteur se fait sentir du début à la fin du document. L'acte de vente a été aussi établi par un notaire qui avait une bonne culture juridique, le taboullarios Nicétas Sôtèriôtès.

²⁵ Chilandar n° 117.

Si dans ce document on voit le mari et la femme faire une transaction ensemble, dans un acte de vente de 1373²⁶ le mari agit seul, non seulement pour gérer la dot de sa femme – ce qui est normal – mais aussi pour en aliéner une partie: Anne Cantacuzène Palaiologina vend à Docheiariou sa dot en Chalcidique, vraisemblablement après avoir interrogé un juriste²⁷; mais c'est son mari, le grand domestique (qui suscrit le document comme *στέργων καὶ συναινῶν*), qui a fixé le prix pour la vente du bien. Dans ce bien se trouve un moulin que le mari d'Anne a déjà cédé à Vatopédi par écrit; dans le présent document, Anne, la vraie maîtresse du bien dit-elle (*ἐγὼ ἡ ἀληθὴς κυρία τοῦ πράγματος*), garantit la tranquillité des moines de Docheiariou. La formulation très juridique du document, où la femme apparaît comme responsable du sort de ses biens personnels, n'empêche pas de voir qu'en réalité c'est le mari qui décide: c'est lui qui a aliéné le moulin se trouvant sur un bien dotal de sa femme, c'est lui qui fixe le prix pour la présente vente de la dot.

b) Actes suggérant un patrimoine indivis

Les actes de l'aristocratie ne sont pas unanimes. Si une division du patrimoine est esquissée dans ceux que nous avons examinés jusqu'ici, d'autres documents invitent à songer à un patrimoine commun – bien que dans certains d'entre eux la femme soit appelée propriétaire – en raison de la façon dont ils sont rédigés, de l'autorité du rédacteur ou d'éléments de contexte.

Des biens indivis semblent apparaître, mais de façon peu nette, dans un acte de vente de 1336²⁸, qui pose de nombreux problèmes de rédaction. Le document mentionne la dot de la femme comme son bien à elle²⁹ et des biens appartenant au mari³⁰; mais celui-ci en est devenu propriétaire en dépensant une partie de la dot de sa femme. Sur le document, la femme est la première à apposer son signon (parce que les biens aliénés représentent une partie de sa dot?)³¹, et son mari, bien que qualifié de propriétaire, appose le sien après elle comme *συναινέτης*.

Il est peut-être possible de faire la part entre la rhétorique juridique et la réalité dans un acte d'accord de 1419³². Il s'agit d'un acte de Théodora, la fille de Manuel Déblitzènos, qui, comme nous l'avons vu plus haut, avait conclu un accord avec Docheiariou vers 1381. La mère de Théodora avait offert par écrit les *πατρικὰ χωράφια* de celle-ci à Docheiariou, contre trois adelphata; mais le versement des adelphata a cessé après sa mort, c'est pourquoi Théodora et son mari ont protesté: «Le domaine m'appartenait par mon père» (*πατρικὸν ἦν ἐμοῦ τὸ κτῆμα*) et «la donation impériale devrait passer à nous, les enfants de [Déblitzènos]», insiste maintenant Théodora, en alléguant, dans la même phrase et pour les mêmes biens, des droits personnels à elle et des droits

²⁶ *Docheiariou* n° 42. L'acte a été établi par le protonotaire de Thessalonique Nicétas Sôtèriôtès.

²⁷ Cf. ligne 31 *ἀναμαθοῦσα* et lignes 52–53.

²⁸ *Xénophon* n° 24.

²⁹ Ligne 12, *τῶν προικῶν μου πραγμάτων*.

³⁰ Ligne 11, *δεσποτικῶς διαφέροντα τῷ (...) αὐθέντῃ καὶ συζύγῳ μου*.

³¹ Cf. B. 29, 1, 50: *τὰ ἐκ τῶν προικιμαίων χρημάτων ἀγορασθέντα προικιμαῖα εἰσιν*.

³² *Docheiariou* n° 57.

communs d'elle et de son époux. Si celui-ci signe le document comme *στέργων*, on comprend qu'il ne donne pas simplement son accord; il est dit dans le document que les *deux époux* ont protesté, puis qu'ils ont accepté tous les deux les conseils du métropolitain de Thessalonique; au moment de l'accord, ils donnent aux moines *leurs* documents pour le bien. Malgré le début du document, qui est formulé de façon juridique et où la femme apparaît comme seule transactante, on voit qu'en fait les deux époux agissent en commun.

Dans un acte inédit de donation de Vatopédi, de 1338³³, Alexis Paxamadas et sa seconde femme Chrysè aliènent ensemble une vigne que la femme a reçue de ses parents (γονικόθεν διαφέρον ἐμοὶ τῇ Χρυσῇ); la donation se fait sous condition que les *époux* gardent la jouissance de la vigne leur vie durant, et qu'ils s'en occupent par *leurs* propres dépenses communes. À notre avis, ce document témoigne par son contenu de biens communs d'un couple, bien que la femme soit présentée comme seule propriétaire.

Il en est de même pour un acte de vente de 1322³⁴, par lequel Alexandre Doukas Saranténos et sa femme Kalè aliènent ensemble des biens appartenant en partie à cette dernière (cf. note 5); le fait que la transaction soit présentée comme faite conjointement ne suffirait sans doute pas, à lui seul, à témoigner d'une indivision du patrimoine du couple, d'autant que les droits de la femme sur ses biens sont soulignés; mais l'acte a été établi par Diabasèmérés, dont les connaissances juridiques ne peuvent pas être mises en doute. Nous admettons que le document reflète une réalité: la femme en question a des droits – théoriques – sur les biens qu'elle a acquis, et la transaction se fait en commun parce qu'ils sont devenus biens du couple.

Deux actes de Xénophon, l'un signé, l'autre établi par Diabasèmérés³⁵, soulèvent un problème intéressant: dans les deux documents, le mari, ayant acheté des maisons à Thessalonique, aliène les biens conjointement avec sa femme. Cette procédure commune n'est apparue jusqu'à maintenant sous cette forme dans aucun acte. Alors que dans les deux documents précédents le mari intervient dans l'aliénation d'un bien de la femme, on se trouve ici devant deux cas d'aliénation commune de biens acquis par le mari, où la femme n'aurait normalement pas à intervenir. Les deux documents ne comportant aucune contradiction juridique ni omission et portant la signature de Diabasèmérés, on se demandera si cette aliénation commune n'est pas conforme à la réalité.

Dans un acte de vente inédit d'Ivion de 1273, on voit toute une famille, le sébaste Jean Amaseianos, sa femme Eudocie et ses quatre enfants vendre ensemble un grand terrain dans la vallée du Strymon, qui est d'abord appelé «notre terre» (χωραφαιία μας γῆ); mais on apprend ensuite que la famille le possède par contrat de mariage (ἦν καὶ ἐν τῷ προικοσυμβολαίῳ ἡμῶν ἐγγράφῳ κατέχομεν); quoique bien dotal, le champ aliéné paraît considéré comme bien familial: plus loin il est appelé «notre γονικὴ γῆ». Il nous semble que cette confusion rédactionnelle entre biens dotaux et biens de la famille suggère qu'en réalité le patrimoine était indivis dans cette famille.

³³ L'acte a été établi par le bibliophylax et taboullarios de Thessalonique.

³⁴ *Chilandar* n° 84.

³⁵ *Xénophon* n° 8, de 1309, et *Xénophon* n° 10, de 1315.

On notera enfin, bien qu'il ne s'agisse pas de documents notariaux, deux actes de donation établis en 1374 par le grand primicier Jean, l'un pour le Pantocrator³⁶, l'autre (inédit) pour Vatopédi: non seulement le grand primicier et sa femme offrent ensemble une vigne à chaque monastère – vignes qu'ils ont plantées, disent-ils –, mais le grand primicier ajoute que Chrysoupolis «leur» a été donnée par l'empereur à titre héréditaire, en présentant sa femme comme co-bénéficiaire d'un chrysobulle qui était adressé à lui et à son frère Alexis. Nous pensons que nous sommes, ici aussi, devant un cas d'un patrimoine conçu comme indivis dans une famille.

Pour résumer. Nous avons constaté que presque tous les actes privés de l'aristocratie que nous avons présentés ont été établis par de relativement bons notaires; ils permettent de supposer une consultation fréquente de juristes de la part des familles riches; ils témoignent en outre – directement ou indirectement – de l'existence de testaments. Dans la plupart de ces actes on voit que des droits sur un bien de n'importe quelle provenance sont reconnus à une personne – que ce soit le mari ou la femme; cette personne est le propriétaire incontestable du bien. En ce sens, le patrimoine familial apparaît souvent comme divisé entre époux dans l'aristocratie. Mais il existe des documents qui permettent de déduire voire d'affirmer que dans certaines grandes familles au moins le patrimoine était indivis. Dans les autres documents, qui suggèrent une séparation des biens des époux, le fait que la femme apparaisse, en tant que propriétaire, comme la seule personne à prendre des décisions sur le sort du bien et à faire la transaction laisse sceptique; il nous semble que ce dernier fait doit être attribué à la rédaction juridique de ces documents. Dans aucun cas nous n'avons d'éléments pour mettre en doute le rôle du mari dans l'administration des biens; au contraire, nous avons noté certains indices qui permettent d'affirmer ce rôle même là où les biens du couple sont présentés comme séparés.

2. Les actes de la paysannerie

Ces actes sont plus nombreux que ceux où apparaît la haute couche sociale, mais plusieurs ont été conservés dans des collections de copies, ce qui ne facilite pas la recherche, car nous ne savons pas si les actes ont été intégralement copiés, ou (ce qui paraît plus probable dans certains cas) s'il s'agit simplement de registres. Les actes de la paysannerie n'ont pas d'aspect juridique; le formulaire habituel est souvent employé maladroitement. Dans la plupart des cas la transaction est présentée comme faite par tous les membres de la famille; le bien aliéné est presque toujours appelé «notre» bien; tous les ayants droit vivants ont l'air de participer à la transaction, même les enfants suscrivent ou signent les documents eux-mêmes et ne sont presque jamais, comme dans les actes de l'aristocratie, simplement mentionnés³⁷. Les biens aliénés sont pour

³⁶ V. *Kravari*, Actes du Pantocrator (Archives de l'Athos XVII, Paris 1991) n° 9.

³⁷ À titre d'exemple, dans un acte de vente inédit de Vatopédi de 1302, en raison sans doute de la rédaction maladroite, la vente est présentée comme ayant été faite par toute la famille, bien que ce soit le père qui parle (ce qui est la seule chose normale); Jean Bloukanos, sa femme Marie et son fils Nicolas apposent leurs signa au début; Bloukanos évoque la participation des autres:

la plupart petits. Leur provenance n'est que rarement précisée, ce qui est aussi sans doute un défaut de rédaction (cf. plus haut); l'expression *προσὸν ἡμῶν* ou simplement *ἡμῶν* semble suffire pour garantir les droits de l'aliénant sur le bien aliéné, parfois même cette information manque, et les paysans n'ont qu'à dire «nous avons vendu un champ» pour que leur transaction soit valable. Le mot *γονικόν* (ou *γονικόθεν*), assez souvent employé, semble ici aussi désigner un bien héréditaire; il en est de même pour l'expression *περιόν* (ou *ἐναπολειφθέν*), qu'on rencontre parfois dans de tels documents³⁸. Nous en présenterons quelques-uns à titre d'exemple.

Dans un acte de 1007³⁹, une veuve et ses trois enfants vendent leur champ près d'Hiérissos; le bien, hérité des parents (de la veuve probablement), est présenté comme un bien héréditaire commun (*ὅπερ ἔχομεν ἀπὸ γονικῆς κληρονομίας*). Rien dans ce document ne trahit l'existence d'un testament; il a été établi par l'archidiacre et nomikos d'Hiérissos Constantin, homme visiblement peu cultivé⁴⁰.

On constate les mêmes tendances communautaires dans un acte de vente de 1332⁴¹ relatif à des biens dotaux: un couple et ses deux enfants vendent un champ près d'Hiérissos, qui est un bien dotal; c'est probablement la mère qui l'avait reçu en dot (ceci n'est pas dit); ce qui nous intéresse plus, c'est que le champ est considéré comme bien matrimonial commun (*τὸ ἐκ προικὸς ἡμῶν χωράφιον*). Naturellement, aucune loi n'est évoquée au moment de la vente.

La transaction a l'air de se faire un peu plus officiellement dans un acte de 1321⁴², lui aussi relatif à des biens dotaux: Pribonaggos aliène la dot de sa femme décédée, qui lui avait été donnée par son père (à elle). Pour que la transaction soit valable, la belle-mère de Pribonaggos (le beau-père est mort) et son beau-frère, qui se nomment *προικοδόται*, comme s'ils avaient tous donné la dot⁴³, expriment leur accord. Le bien appartient certes à Pribonaggos, à qui, semble-t-il, des droits particuliers sont reconnus, mais Pribonaggos ne peut disposer de la dot de sa femme que si la famille de celle-ci est d'accord, ce qui n'est pas loin de ce que la législation prévoit au sujet du retour de

«Moi, Jean Bloukanos, (...) avec mes enfants et ma femme, je t'ai vendu (...) un champ»; et plus loin: «ainsi nous avons tous fait, c'est-à-dire nous, qui avons suscrit plus haut ...»; l'acte est appelé «notre prætérion».

³⁸ Cf. par exemple les 110 actes de vente inédits de 1337–38, copiés sur une pièce conservée à Vatopédi, où des paysans de la région de Serrès vendent des champs à Théodora, la mère de Jean Cantacuzène; ces actes présentent toutes les particularités que nous avons mentionnées.

³⁹ Jacques Lefort, Nicolas Oikonomidès, Denise Papachryssanthou, *Actes d'Iviron I* (Archives de l'Athos XIV, Paris 1985) n° 13.

⁴⁰ Le même archidiacre a établi en 1014 un acte de donation (*Lavra I*, n° 18), où l'on voit un couple sans enfants (il s'agit apparemment d'une famille paysanne aisée) offrir tous ses biens situés à Hiérissos et dans la région, qui avaient été acquis par achat; l'achat est présenté comme ayant été fait en commun et non seulement, ce qui serait normal, par le mari (*παρ' ἡμῶν ἐξωνήθεισαν, ἐξωνησάμεθα*).

⁴¹ *Chilandar* n° 121.

⁴² *Chilandar* n° 59.

⁴³ Cf. un autre exemple dans un acte de vente de 1301, où la dot est présentée comme ayant été donnée par un couple et son fils: Jacques Lefort, *Actes d'Esphigménou* (Archives de l'Athos VI, Paris 1973) n° 9.

la dot à la famille de la femme⁴⁴. Ce document est intéressant car il reflète une réalité juridique.

Un acte de 1321 nous arrêtera car il semble mentionner des biens divisés entre époux⁴⁵: Pierre, le gendre de Tzernès, offre au monastère de Zôgraphou une église qu'il a construite, ainsi que des champs et une vigne, provenant des biens qui lui viennent de ses parents (ἀπὸ τὴν ὑπόστασιν μου τὴν γονικὴν). Pourtant, si Pierre se nomme ktêtôr de l'église, sa femme Roidô s'appelle dans son signon ktêtorissa, ce qui suggère sans doute que certains droits sur la fondation de son mari lui étaient reconnus.

Une série d'actes de vente de ca 1290⁴⁶, qui font état d'héritage, sont plus difficiles à comprendre: les vendeurs (couples, souvent avec enfants, père et fille, mère et fille) disent qu'ils ont hérité des biens aliénés par «leur» père ἐξ ἰσού; s'agit-il d'un legs divisé en parts égales ou de biens indivis, sur lesquels chaque membre de ces familles avait les mêmes droits que les autres? Nous préférons cette seconde interprétation vu l'exiguïté des champs aliénés, dont on peut difficilement imaginer une division en parcelles encore plus petites.

La rédaction des actes que nous avons mentionnés est très différente de celle des actes de la haute couche sociale, dont nous avons déjà noté la qualité juridique. Rien dans les actes des paysans ne permet de supposer que ceux-ci allaient souvent chez le notaire; rares sont les documents qui permettent de penser à un testament antérieurement établi⁴⁷. Presque tous les actes de la paysannerie suggèrent des droits communs sur le patrimoine familial et une indivision des biens. Nous pensons que ces documents, dépourvus de couverture juridique, reflètent, par leur simplicité et leur quasi-unanimité, une réalité: les paysans devaient gérer leur patrimoine familial de façon communautaire.

Conclusion

La comparaison des actes de l'aristocratie et de la paysannerie nous conduit aux constatations suivantes: les membres des familles riches ont intérêt à savoir ce qui revient à chacun, et ceci leur est possible grâce au recours fréquent aux notaires; de leur côté, les paysans ont intérêt à ce que leurs biens, de petits terrains, restent dans la famille à la mort des parents, jusqu'au moment où une partie doit en être séparée pour être donnée en dot à un enfant.

⁴⁴ Cf. B. 28, 8, 68; B. 29, 1, 2.

⁴⁵ W. Regel, E. Kurtz, B. Korablev, Actes de Zographou (Actes de l'Athos IV, Vizantijskij Vremennik 13, Prilozhenie 1, 1907, Amsterdam ²1969) n° 19.

⁴⁶ Paul Lemerle, André Guillou, Nicolas Svoronos, Denise Papachryssanthou, Actes de Lavra II (Archives de l'Athos VIII, Paris 1977) n°s 83, 85, 86, 87, 88.

⁴⁷ Dans une pièce inédite de Vatopédi, qui contient les copies de divers actes de vente et de donation entre 1308 et 1312, on trouve un acte permettant de supposer qu'un testament avait été fait, mais ceci n'est pas sûr: un homme et ses nièces donnent à Vatopédi le champ que le père de ces jeunes filles avait offert au monastère au moment de sa mort (ὅπερ ἀφῆκεν εἰς τὸν θάνατόν του χάριν ψυχικῆς σωτηρίας εἰς τὸ Βατοπέδιον).

Il est probable que les familles aisées et les paysans avaient des pratiques de transmission du patrimoine différentes. En était-il de même pour leurs pratiques de gestion? Nous pensons que non. S'il semble bien que chez les paysans le patrimoine était commun à la famille (même si dans les praktika on voit que le mari, et non la famille, est considéré par le fisc comme seul contribuable), il est possible de penser, en raison de nombreux indices fournis par les documents sur la responsabilité du mari dans l'aliénation de la fortune du couple, que cette indivision ait existé aussi dans l'aristocratie; la séparation des biens suggérée par une grande partie des documents est plutôt à imputer à leur rédaction juridique. Il est vrai que le droit ne fait pas qu'informer la réalité. Il en est une partie.